

Intervention CGT – 1^{er} MAI 2019 – Jardin de Ville Grenoble

Nous sommes ce jour des dizaines de milliers sur le territoire à manifester sous les mots d'ordre du **progrès social** et de **l'urgence climatique**, pour la **solidarité et la paix entre les peuples** mais aussi **contre la répression et le recul des libertés, contre les replis identitaires et les discours xénophobes.**

Depuis 130 ans, les revendications sociales ont bien changés, et pour autant, l'esprit du **1^{er} mai** demeure une journée internationale **de lutte et de solidarité des travailleur·se·s.**

Dans un contexte où l'Organisation International du Travail célèbrera cette année son centenaire, la situation mondiale est accablante :

- **la moitié** de la population active ne possède pas de contrat de travail
- **73% de la population mondiale** ne dispose pas de protection sociale adaptée,
- **40% de la population** n'est pas affiliée à un système couvrant les soins de santé,
- **1 personne sur 2** ne perçoit aucune pension de retraite,
- **28% des femmes** seulement touchent une allocation maternité,
- **12% des chômeur·se·s** perçoivent une indemnité et cela est en baisse constante,
- **1,4 milliard de personnes** vivent toujours avec moins de 5\$ par jour et parmi eux, plus de 300 millions de travailleur·se·s avec moins de 1\$25
- **197 millions de travailleur·se·s** sont privé·e·s d'emploi. Le taux d'emploi des femmes reste inférieur de 26% à celui des hommes et **disons-le** avec un écart de salaire plus faible de 20%. En France, 31% des femmes sont à temps partiel contre 8% pour les hommes,
- chaque année, **2,3 millions de travailleurs** décèdent du fait d'accident du travail ou de maladie liée au travail

Enfin, pour terminer ce tour du monde des inégalités,

- **la moitié de la population mondiale** vit dans des pays n'ayant pas ratifié les conventions n°68 et 98 de l'OIT protégeant l'exercice syndical (droit de grève, de négociation collective, liberté syndicale)

Ce constat s'il est nécessaire pointe les responsabilités des Etats et des multinationales qui, pour ces dernières, contrôlent près de 80 000 filiales et emploient 200 millions de travailleur·se·s.

Dans le même temps, **l'évasion fiscale est estimée entre 8 et 10% de la richesse mondiale** : quelques 2 000 milliards d'€ pour seule Union Européenne et 80 milliards pour la France.

En France, comme ailleurs, des voix s'élèvent pour dénoncer le ras le bol d'une société qui s'organise autour des plus riches et de la finance :

- c'est le **mouvement des gilets jaunes** dont nombre de citoyen·ne·s, depuis le 17 novembre, occupent les ronds-points et manifestent chaque samedi pour plus de démocratie, plus de justice sociale, contre la désertification des territoires,

- c'est la **jeunesse** qui refuse de se taire avec le *Friday For Future*, vendredi de grève mondiale pour le climat et près de 2000 rassemblements recensés sur la planète. **Mais aussi fortement mobilisé** contre les réformes Blanquer et Parcours Sup, malgré une violence d'Etat intraitable :
 - o on se souvient des violences et humiliations subit par les lycéen·ne·ss de Mantes-La-Jolie - Gamins à genoux, mains sur la tête –
 - o mais aussi celles et ceux blessé·e·s par les tirs de flash-ball.

Une véritable honte pour notre république.

- **Ce sont les retraité·e·s** qui manifestaient le 11 avril pour la 9^{ème} fois consécutive depuis l'élection de Macron – pour l'augmentation des pensions et des minimas sociaux.
- **Ce sont les femmes**, mobilisées le 24 novembre et le 8 mars avec le mouvement #NousToutes contre les violences sexistes et sexuelles, contre les systèmes de domination et le patriarcat, pour l'égalité salariale.
- **Ce sont les salarié·e·s de l'énergie** contre la privatisation des barrages hydrauliques ou encore **les cheminot·e·s** contre la casse du secteur ferroviaire
- Ce sont **les assistantes maternelles** et **les salariées des EPHAD** vent debout, pour s'opposer aux reformes sectorielles, aux fermetures ou restructurations, au manque de personnel et aux difficultés d'accueil des usagers et de leur famille.
- Et j'en oublie tant d'autres qui chaque jour se battent :
 - pour la paix dans le monde, en Palestine ou au Brésil,
 - pour leurs droits, comme les travailleur·se·s sans-papiers,
 - ou simplement pour accueillir dignement des exilé·e·s, *ces migrant·e·s contre qui les préfets organisent des rafles et dont la police fait la chasse à l'homme. Avec comme dernier exemple en date l'expulsion par la force des personnes hébergé·e·s à la Bourse du travail de St Etienne.*

Quoiqu'il en soit, et ce 1^{er} mai le prouve, nous résistons toujours !

Les séquences de mobilisation des gilets jaunes et le soutien de 70% des Français ont obligé le gouvernement à sortir de son silence, aussi les mesures annoncées ne répondent aucunement aux besoins de celles et ceux qui se mobilisent.

Le *grand débat national* initié par le gouvernement aura coûté 12 000 000 d'euros aux contribuables. **Douze millions d'euros** qui, sous prétexte de démocratie, auront permis au Président et à ses député·e·s d'orchestrer à la maille nationale une campagne idéologique pour en marteler chaque débat de leur ritournelle antisociale.

Alors que tous les sondages attestent que 77% des Français sont favorables au retour de l'ISF et à plus de justice fiscale, que 73% estiment justifiés une hausse du smic de 20%, **Edouard Philippe comprend lui qu'il faut aller plus vite et plus fort pour réduire les impôts et la dépense publique.**

Cela était bien prévisible et cela fait bien le jeu du patronat, du MEDEF et d'un gouvernement qui a su mobiliser ses troupes pour participer à cette mascarade en restant fermement

opposé à toutes autres solutions, qu'elles soient portées par les syndicats, les associations, les élu-e-s dans les communes, les mouvements citoyens.

Et ils continuent.... **En offrant 16,4 milliards de cadeaux fiscaux aux plus riches, 40 milliards de CICE aux entreprises sans condition**, en prévoyant toujours plus d'économies sur le dos de l'hôpital, de l'école et des services publics. *Comment s'étonner alors, qu'après la fermeture de la maternité de Die une femme accouche sur la route ?*

Rien sur la baisse de la CSG, sur l'augmentation du SMIC, des pensions et des minima sociaux, rien sur les aspirations démocratiques, pas de prise en compte de la jeunesse. **Rien sur les nécessités de répondre aux enjeux de justice fiscale, sociale et climatique.**

Et le président de la république, en bon prestidigitateur, pas plus tard que la semaine, s'est prêté à un nouvel exercice d'enfumage devant un parterre de média. Et il ne convainc pas, tellement ses propos sont en décalage total avec les citoyen-ne-s que l'on retrouve sur les ronds-points, dans les quartiers ou dans les entreprises.

La réalité entre les discours et les actes, c'est que les seules réponses que ce gouvernement appuie visent à réduire les libertés individuelles et collectives, à renforcer le contrôle et la répression, à s'attaquer aux migrant-e-s. **La méthode du passage en force reste le dogme, par ordonnance** si possible, pour légiférer sur la santé, les retraites ou l'assurance chômage. Ce gouvernement « ni de droite ni de gauche », cela fait longtemps qu'il a pris son virage à droite, et l'on se demande – à entendre Castaner & sa clique - à quel point la frontière avec l'extrême droite a été franchie. La loi « anticasseurs » loin d'être une solution aux injustices sociales est un nouvel outil pour le contrôler des citoyen-ne-s, réprimer toutes manifestations et opposition. Elle légitime de fait l'utilisation d'armes mutilante par les forces de l'ordre. Il n'est donc pas étonnant de ce fait de voir des journalistes assigné-e-s à résidence les jours de manifestation. **Nous rappelons ici notre attachement à la liberté de manifester et le retrait de cette loi.**

Vous l'avez compris, en guise de réponse aux exigences populaires, ils accélèrent leur programme de destruction massive des services publics en s'attaquant quel que soit le rôle au statut, au financement, aux collectivités de proximité :

- **La sécurité sociale** en remplaçant progressivement les cotisations sociales par l'impôt, en soumettant sa gestion aux mesures d'austérité définies lors du budget annuel de l'Etat.
- **Les services publics** par la casse du statut de la Fonction Publique et la suppression du nombre de fonctionnaire au profit d'une société dématérialisée, faisant fi des besoins de proximité et privilégiant l'individualisme.

La loi PACTE, « *plan d'action pour la croissance et la transmission des entreprises* », projet fourre-tout avec son train d'ordonnances, fait la part belle aux entreprises, mais également aux privatisations. Elle peut se résumer en quelques mots : simplifier, numériser, centraliser, économiser.

Dans les points essentiels :

- facilitation des liquidations et redressement judiciaire pour les entreprises,

- aménagement des seuils d'effectif pour bénéficier de taux réduit à la contribution nationale au logement, se voir exonérer de la participation à l'effort de construction et **surtout de l'absence d'obligation de règlement intérieur.**
- deux seuils intermédiaires sont supprimés :
 - l'obligation de la mise à disposition d'un local syndical qui passe de 200 à 250 salarié·e·s,
 - l'inscription obligatoire au répertoire des métiers qui passe de 10 à 11 salarié·e·s.

Mais aussi,

- le développement du mirage de l'épargne-retraite, **prémices à la future réforme des retraites**, dont on veut nous transposer le mode de calcul des complémentaires sur le régime général.
- le renforcement de l'attractivité de la Place financière avec bien sur la privatisation de l'aéroport de Paris et de La Française des Jeux

Autre nouveauté Macronnienne : le projet de loi dit « *transformation de la Fonction Publique* » qui sera lui débattu le 13 mai en procédure accéléré à l'assemblée nationale pour une application début 2020. Il vise à démanteler le Statut général de la Fonction Publique et les statuts particuliers qui en découlent.

Le gouvernement passe une fois de plus en force, dans la lignée des orientations du Comité d'Action Publique 2022 qui prévoit d'ici la fin du quinquennat **le plus grand plan de licenciement jamais connu dans notre pays avec la suppression 120 000 postes de fonctionnaires**, 50 000 à l'État et 70 000 postes d'agents territoriaux.

Concrètement, pour 5 millions et demi d'agent·e·s publiques et 1,3 million de contractuel·le·s, c'est : **salaire au mérite, gel du point d'indice, journée de carence et mobilité imposée** sur fond de fonctionnaire-bashing.

Et les députés LREM ont indiqué ne pas vouloir s'arrêter en si « bon » chemin et annonce un amendement sur la codification des textes législatifs et réglementaires concernant la Fonction Publique. La rapporteur de la réforme Emilie Chalas cite : « la Fonction Public aura son code du travail » **Sûrement à l'image de la loi travail !**

Rappelons qu'au sein de l'État, la Territoriale et la Santé, le statut général des fonctionnaires permet un cadre unifié garant d'un service public rendu dans l'intérêt général des populations.

Qu'il repose sur les principes constitutifs du socle républicain :

- par ses principes d'égalité d'accès et de traitement,
- son principe d'indépendance et de neutralité matérialisé par une Fonction Publique de carrière, coupé du service d'intérêts partisans, qu'ils soient politiques ou économiques,
- son principe de responsabilité qui veut que dans une société démocratique **aucun fonctionnaire** ne soit au-dessus du contrôle du citoyen.

Au bout du bout, c'est le choix de l'accélération des privatisations de nombreux services de l'Etat, des collectivités et des hôpitaux par le biais de restructuration et d'externalisation de missions. Ca n'en coutera que plus cher au citoyen.

Une autre politique est possible nous en sommes toutes et tous convaincus. Convaincu aussi que l'action de grève interprofessionnelle massive sera la plus à même à accompagner efficacement les mobilisations professionnelles et les mouvements sociaux en contraignant le MEDEF et la finance par le porte-monnaie.

De l'argent, il y a dans les caisses du patronat et cela sonne comme une évidence lorsque près d'un milliard est débloqué par les « grandes familles » en quelques secondes pour reconstruire Notre Dame de Paris, et pour cela on crée une nouvelle niche fiscale en une semaine. **D'autant qu'en 2017, le CAC40 réalisait 93 milliard de bénéfice soit 6€ sur 10 qui sont allés dans les poches des actionnaires.**

Ce pognon de dingue nous allons aller le chercher en luttant ensemble, en commençant par le 9 mai, aux côtés des salarié-e-s de la Fonction Publique avec tous les usagers, tous ceux qui ont intérêt à défendre **Le Service Public** contre la chimère de l'individualisme.

Car oui, défendre les services publics c'est aussi défendre l'industrie, l'écologie et la justice sociale.

Le 26 mai aussi qui sera aussi un moment démocratique important avec les élections européennes et scrutin proportionnel à un tour. Et il en est un, Stephen Bannon, ex directeur de campagne de Trump, qui s'est installé à Bruxelles dans l'optique de rassembler l'extrême-droite, les droites autoritaires et extrêmes dans un même mouvement. Et à côté de qui LREM passerait pour des « vilains gauchistes ». Le seul mot d'ordre est : *« pas une voix au fachos, pas une voix aux libéraux ».* *Ni la finance, ni la matraque !*

Une autre journée de lutte, **le 4 juin aux cotés des cheminot-e-s**, pour le maintien et le développement de la SNCF, pour une entreprise publique, unique et intégré.

Nous ne nous arrêterons pas la **puisque le 17 juin**, partout dans le monde, **les travailleur-se-s seront mobilisé-e-s en défense du droit de grève et des libertés syndicales.** A cette occasion, une manifestation internationale est organisée à Genève et soyons persuadés que ce jour-là les Iséroises et les Isérois sauront faire entendre leur mécontentement et revendications au monde de la finance.

Je vous souhaite un bon 1^{er} mai et d'ici-là on ne lâche rien !